



Montreuil, le 25 mai 2026

Mission sur le financement des établissements privés de santé : le gouvernement confie les clés du coffre au patron d'ELSAN

L'Union Fédérale de la Santé Privé dénonce avec force la nomination du PDG d'Elsan pour piloter une mission du ministère de la Santé sur le financement des établissements privés de santé.

Cette décision illustre une nouvelle fois la proximité entre le pouvoir politique et les intérêts des acteurs de la santé lucrative, et soulève un risque majeur de conflit d'intérêts : comment mener une réflexion impartiale sur le financement du système de santé en la confiant à un dirigeant directement concerné par les intérêts économiques du secteur privé lucratif ?

Pour rappel, le groupe ELSAN est un acteur majeur de l'hospitalisation privée qui développe une logique fondée sur la rentabilité, l'optimisation financière et la conquête de parts de marché, largement financées par l'argent de la Sécurité sociale. Cette orientation est donc incompatible avec les missions du service public hospitalier.

Après des années de fermetures de lits, suppressions de postes, restrictions budgétaires et dégradation des conditions de travail dans les hôpitaux, le gouvernement fait donc le choix de confier l'avenir du financement de la santé à l'un des principaux représentants du privé lucratif. Derrière les discours sur « l'efficacité » et la « modernisation », l'UFSP dénonce une logique de sélection des activités rentables, de concentration des établissements et de pression accrue sur les personnels.

Pour l'UFSP, cette nomination constitue donc une énième provocation envers les salarié-es du secteur de la santé, les usagers et toutes celles et ceux qui défendent un véritable service public de santé. L'UFSP réaffirme que la santé n'est pas une marchandise qui doit être financiarisée et que la Sécurité sociale ne doit pas servir les intérêts des actionnaires.

Par conséquent, l'UFSP réaffirme son indignation quant à cette nomination, exige une transparence totale sur les liens entre l'État et les groupes privés de santé, l'ouverture de concertations avec les personnels et les usagers, ainsi qu'un plan massif de financement pour l'hôpital, les EHPAD et le secteur médico-social.

Le contrôle de l'argent public ne doit pas s'arrêter aux portes des cliniques !!!